

FICHE PRATIQUE / NOTE DE CONTEXTE

Projet européen : « Union de l'épargne et de l'investissement » ?

1er trimestre 2026

Dans la course au leadership, l'Union Européenne se compare régulièrement aux autres blocs constitutifs de notre planète ; en premier lieu, une fois encore, elle ancre sa vision dans le récit de la supériorité étasunienne, en ajoutant la menace chinoise, pour se galvaniser. Argument avancé : l'Union européenne des marchés de capitaux initiée en 2014 piétine ; alors, changement de formule, à défaut de braquet « *L'UEI — nouvelle appellation de l'ancienne « union des marchés de capitaux » restée longtemps bloquée — vise à mobiliser plusieurs dizaines de milliers de milliards d'euros d'épargne privée détenus par les citoyens européens pour financer des investissements productifs* »¹. UEI est le sigle d'une « Union de l'Épargne et de l'Investissement » dorénavant d'actualité, d'après un article d'Euractiv daté du 11.2.2026.

Donc, loin de valoriser ses particularités culturelles qui pourraient avoir du bon, la planche de salut européenne consisterait à s'aligner -sur l'exemple américain en particulier, comme s'il n'y en avait point de meilleur, définitivement, nonobstant les drames ne serait-ce que financiers que ce modèle a pourtant récemment encore pu provoquer. L'un des derniers en date, celui de la crise systémique de 2008, semble n'avoir pas servi de leçon finalement avec le retour de « boîtes noires », dont des titrisations innovantes sur des bases n'ayant cure de transparence ni d'éthique, évoqués sans tabou² lors de notre soirée-débat du 15 avril dernier. Or, souvenons-nous des *Subprimes*, à savoir « *prêter aux plus pauvres, certes, mais sur la base de scénarios biaisés (la hausse infinie de l'immobilier comme hypothèque, dans un contexte de salaires bloqués) en permettant aux banques d'investissement de développer une variété de techniques nouvelles pour se défausser, en cascades plus ou moins limpides, du risque sur d'autres investisseurs* » notait le gérant milliardaire Georges Soros, dans « La Vérité sur la crise financière » (éd. Denoël, 2008). Tellement peu limpides qu'un acteur réputé exemplaire en matière d'ISR comme Dexia à l'époque, a pu sincèrement rapporter tout d'abord que le phénomène ne le concernait pas, avant de découvrir le pot aux roses : son exposition insidieuse, contagieuse via sa filiale américaine. D'où in fine, un sauvetage grâce aux renflouements publics belges et français, notamment.

Développer de nouveaux produits financiers pour alléger le poids des risques pris par l'investisseur professionnel, les transformer en mistigri vite, aisément transférables à d'autres, les moins avertis/regardants possibles : la formule magique revient en force. Elle a fait ses preuves : « *Tout l'intérêt financier du processus repose sur la facturation de frais bancaires, à chaque découpage en tranche*

¹ <https://euractiv.fr/news/bruxelles-fixe-la-fin-2026-comme-echeance-pour-eviter-une-europe-a-plusieurs-vitesses/>

² cf aussi : https://www.ethinvest.asso.fr/offres/gestion/actus_80_46834-1/tirer-au-clair-ce-que-l-innovation-en-finance-peut-apporter-a-l-epargnant-et-a-l-economie.html

du risque de prêt... » ; et sur sa traduction comptable, qui permet à la banque de respecter les ratios de solvabilité imposés par la réglementation relative à ses fonds propres.

De nouveau, innover a le vent en poupe quand bien même l'opacité, due à la complexité voire à l'occultation (élevée au pinacle avec le « shadow banking » florissant) d'une portion de plus en plus conséquente du secteur, friand d'activités « purement » financière, fantasmée, déconnectée de l'économie dite réelle, s'amplifie... Dans cet élan la titrisation synthétique, pourtant incriminée³ dans la survenue du désastre d'il y a deux décennies à peine, renaît de ses cendres tel un Phénix.

Sous couvert de supervision et d'harmonisation renforcées...

Parmi les mesures à prendre est crantée la prochaine étape de la supervision unique d'un marché des capitaux uniforme, dans l'ensemble de l'UE aux frontières abolie pour ce faire. Dans la perspective de ce marché mirifique, supprimer les obstacles réglementaires caracole en tête des objectifs ; bref, il s'agit de déréguler toujours plus, faisant fi du diagnostic posé pourtant dès 2007 par Hubert Védrine dans « Continuer l'histoire » (éd. Fayard), entre autres lanceurs d'alerte : « *l'économie dérégulée, mondialisée et financiarisée assure sa rentabilité en se défaussant sur la société de la plus grande part de ses coûts sociaux, humains, environnementaux et patrimoniaux* » et c'est insoutenable.

L'épargne privée captée à des fins louables : la transition verte

Dans le cadre du « train de mesures » européen annoncé pour concrétiser cette Union de l'Épargne et de l'Investissement, la relance de la titrisation est au programme. Postulat formulé sans l'ombre d'un doute : "permettre au marché de la titrisation de réaliser pleinement le potentiel qu'il recèle" aboutira "à orienter davantage d'investissements vers les activités de l'économie réelle, y compris les prêts aux PME et les projets d'infrastructure ». Davantage ? Mais une portion vraisemblablement congrue : 30% si l'on se fie à l'exemple donné par la BCE de son partenariat avec BNPP⁴ pour illustrer ce point. C'est écrit noir sur blanc, sans sourciller. Le point de mire capte l'attention. Quid du reste ?

Qu'est-ce que la titrisation ?

Elle "consiste à regrouper des actifs financiers non liquides (tels que des prêts hypothécaires, des prêts aux entreprises et des crédits à la consommation) et à les convertir en valeurs mobilières négociables pouvant être vendues à des investisseurs. En pratique, un initiateur (souvent une banque) constitue un panier de prêts et les transfère à une entité distincte (une entité ad hoc), qui émet des titres adossés aux remboursements des emprunteurs. Cela permet à l'initiateur des prêts de transférer le risque associé aux prêts, de libérer des fonds propres réglementaires et de lever des liquidités, ce qui soutient l'octroi de nouveaux prêts aux ménages et aux entreprises."

3 cf Bonnefous, Karyotis et Robert : « La titrisation synthétique est le mécanisme financier responsable de la propagation de la crise américaine à l'ensemble des économies, elle a joué un rôle déterminant dans la crise bancaire et financière de 2007 » P3 <https://shs.cairn.info/revue-management-et-avenir-2010-6-page-108>

4 [https://www.eib.org/fr/press/all/2026-059-eib-group-and-bnp-paribas-sign-new-securitisation-transaction-to-support-french-small-businesses-and-mid-caps#:~:text=Publications et recherche-,France : le Groupe BEI et BNP Paribas signent une nouvelle,soutenir les PME et ETI&text=Le Groupe BEI a signé,de 112 millions d'euros. \(16/2/2026\)](https://www.eib.org/fr/press/all/2026-059-eib-group-and-bnp-paribas-sign-new-securitisation-transaction-to-support-french-small-businesses-and-mid-caps#:~:text=Publications et recherche-,France : le Groupe BEI et BNP Paribas signent une nouvelle,soutenir les PME et ETI&text=Le Groupe BEI a signé,de 112 millions d'euros. (16/2/2026))

Dans le cadre de l'Union de l'épargne et de l'Investissement projetée, la cible est claire, à savoir les finances personnelles des citoyens en facilitant "leur participation aux marchés des capitaux" à travers les Comptes d'épargne et d'investissement, aux termes d'une recommandation présentée par la Commission européenne⁵ tout particulièrement. La proposition est sans ambage, avec une promesse à la clé, qui rappelle un peu celle de Perrette au pot au lait. "L'objectif des comptes d'épargne et d'investissement est de fournir aux citoyens un moyen simple et convivial d'accroître leur patrimoine et d'atteindre leurs objectifs financiers personnels. Ces comptes seraient fournis par des prestataires de services financiers agréés, ce qui permettrait aux investisseurs de détail d'investir sur les marchés des capitaux (...) la recommandation est d'accroître les investissements de détail au moyen d'incitations fiscales."

#InvestInYou !

Le hashtag (InvestissezEnVous) : tout un programme ! Il sonne comme la célébration d'un égoïsme, compatible avec la prise en compte du "Bien commun"? Et fait un tantinet écho aux temps anciens de Guizot, quand la démocratie censitaire conduisait au diktat " Enrichissez-vous", passeport obligé pour obtenir le statut de citoyen habilité à voter, exister socialement. Faute de quoi l'on était de facto exclu. Nouvelle mouture : devenez riche, en imitant les riches investisseurs professionnels, pour vous enrichir encore plus, sans trop chercher à comprendre le ou les mécanisme(s) par le(s)quel(s) ce résultat sera au rendez-vous. Ou pas. Car le risque se paie cher. Tel est le nec plus ultra de l'investisseur responsable, vraiment ?

⁵ <https://euractiv.fr/news/bruxelles-appelle-a-la-creation-de-comptes-depargne-et-dinvestissement-simples-et-exoneres-dimpot/>

